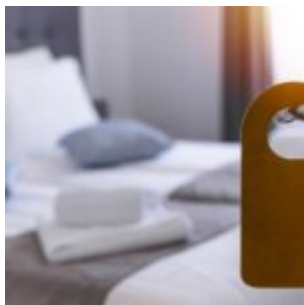


Réservation d'hôtel non honorée : les sommes prélevées sont-elles soumises à la TVA ?



© 2024 Les Echos Publishing

Le Conseil d'État a précisé que les sommes qu'un hôtelier est contractuellement en droit de conserver lorsqu'un client n'honore pas sa réservation constituent la contrepartie d'un service individualisable et sont donc soumises à la TVA.

Cession de droits sociaux : la garantie d'éviction due par le cédant est limitée



© 2024 Les Echos Publishing

L'interdiction faite au cédant de droits sociaux, en vertu de la garantie d'éviction à laquelle il est tenu, de concurrencer la société dont il a cédé les titres est limitée dans le temps, au regard de l'activité et du marché concernés.

Obligation de conseil du vendeur professionnel : à lui de prouver qu'il l'a bien remplie !



© 2024 Les Echos Publishing

Le vendeur professionnel doit prouver qu'il a bien satisfait, lors de la vente, à son obligation de conseil à l'égard de l'acheteur.

Rupture conventionnelle :

convention modifiée = nouveau délai !



© 2024 Les Echos Publishing

L'employeur qui modifie une convention de rupture conventionnelle après un refus d'homologation de l'administration doit respecter un nouveau délai de rétractation de 15 jours.

Insuffisance d'actif : quelles dettes peuvent être mises à la charge du dirigeant fautif ?



© 2024 Les Echos Publishing

Dans le cadre d'une action en responsabilité contre le dirigeant d'une société en liquidation judiciaire qui a commis

une faute de gestion ayant contribué à l'insuffisance d'actif, seules les dettes nées avant le jugement d'ouverture peuvent être prises en compte.

Échange de parcelles agricoles : les droits du locataire



© 2024 Les Echos Publishing

En cas d'échange de parcelles agricoles, leurs propriétaires respectifs ne peuvent pas imposer à l'exploitant locataire de l'une des parcelles concernées de demeurer sur la parcelle d'origine

Adoption des décisions collectives dans les SAS : à

quelle majorité ?



© 2024 Les Echos Publishing

Dans les sociétés par actions simplifiées, une décision collective d'associés ne peut être valablement adoptée que si elle réunit au moins la majorité des voix exprimées. Les statuts ne peuvent donc pas prévoir que les décisions collectives soient adoptées par un vote minoritaire.

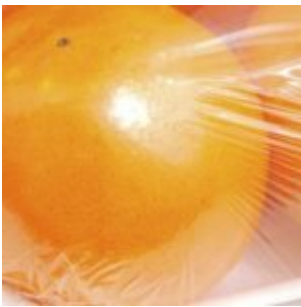
CDD : quelle durée pour la période d'essai ?



© 2024 Les Echos Publishing

Un contrat à durée déterminée ne peut pas prévoir une période d'essai supérieure aux durées maximales prévues par le Code du travail.

Vente de fruits et légumes frais : les emballages plastiques ne sont plus interdits !



© 2024 Les Echos Publishing

Le décret interdisant la vente sous emballage plastique des fruits et légumes frais vient d'être annulé par le Conseil d'État. Elle redevient donc autorisée.

Obligation pour une association de s'inscrire comme représentant d'intérêts



© 2024 Les Echos Publishing

Une société s'estimant lésée par une réforme législative ne peut pas porter plainte avec constitution de partie civile contre une association qui, sans s'être déclarée comme représentant d'intérêts, aurait mené des actions de lobbying en ce sens.